



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Nouvelle-Aquitaine

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas portant, en application de  
l'article R. 122-17 du Code de l'environnement,  
sur l'élaboration de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du  
patrimoine (AVAP) de Saint-Georges d'Oléron (17)**

n°MRAe 2018DKNA211

dossier KPP-2018-6443

**Le Président de la Mission Régionale d'Autorité environnementale  
Nouvelle-Aquitaine**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R. 122-17 et suivants ;

Vu le décret du n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'Autorité environnementale ;

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes ;

Vu les arrêtés du 12 mai 2016 et du 17 avril 2018 portant nomination des membres des Missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision du 27 avril 2018 de la Mission régionale d'autorité environnementale portant délégation de compétence aux membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas présentées au titre des articles R. 122-18 du Code de l'environnement et R. 104-28 du Code de l'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas déposée par la commune de Saint-Georges d'Oléron, reçue le 9 avril 2018, par laquelle celle-ci demande à la Mission Régionale d'Autorité environnementale s'il est nécessaire de réaliser une évaluation environnementale à l'occasion de son projet d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé du 16 avril 2018 ;

**Considérant** que la commune de Saint-Georges d'Oléron souhaite se doter d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) afin de permettre une évolution de la ville respectueuse de son environnement historique et de son patrimoine architectural et paysager ;

**Considérant** que le projet d'AVAP est en concordance avec le PLU de la commune de Saint-Georges d'Oléron approuvé le 30 avril 2009 ;

**Considérant** que le diagnostic architectural, patrimonial et environnemental identifie les enjeux essentiels du territoire, notamment en matière de biodiversité, de paysage, d'énergie renouvelable, de gestion de l'eau et de prévention des risques ;

**Considérant** que le périmètre du projet de l'AVAP, se décompose en trois secteurs distincts : « SUA » secteur urbain ancien, « SUP » secteur urbain périphérique et « SP » secteur paysager ; que pour préserver l'identité des différents ensembles patrimoniaux, le règlement de l'AVAP propose des prescriptions particulières pour chacun des trois secteurs ;

**Considérant** que les objectifs de l'AVAP tendent à limiter le développement des surfaces imperméabilisées et à préserver les corridors écologiques identifiés ;

**Considérant** ainsi qu'il ne ressort ni des éléments fournis par le pétitionnaire, ni de l'état des connaissances actuelles, que le projet d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) soit susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

### **Décide :**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement, le projet d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine de la commune de Saint-Georges d'Oléron (17) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

#### **Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement ne dispense pas des autres procédures auxquelles le projet peut être soumis.

#### **Article 3 :**

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr> .

Fait à Bordeaux, le 30 mai 2018

Pour la MRAe Nouvelle-Aquitaine  
Le membre permanent délégué



Gilles PERRON

#### *Voies et délais de recours*

##### **1 - décision soumettant à la réalisation d'une évaluation environnementale :**

**Le recours administratif** préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à **Monsieur le Président de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale**

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun.**

##### **2 - décision dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Les décisions dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale étant considérées comme des actes préparatoires ne faisant pas grief, elles ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours.

**Toutefois, elles pourront être contestées à l'appui d'un recours contentieux dirigé contre la décision d'approbation du plan, schéma ou programme.**